

Commentaire

« Il n'y a pas de bonheur sans liberté, ni de liberté sans vaillance », Thucydide.

NUMÉRO 179 / AUTOMNE 2022

ISSN 0810-8214

Pierre Bourgois et Francis Fukuyama

Entretien sur « la fin de l'histoire », trente ans après

Pour citer cet article :

Pierre Bourgois et Francis Fukuyama, « Entretien sur « la fin de l'histoire », trente ans après », *Commentaire*, n°179, Automne 2022, p. 506 à 512.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Distribution électronique Commentaire SA.
© Commentaire SA. Tous droits réservés pour tous pays.
www.commentaire.fr

Entretien sur « la fin de l'histoire », trente ans après

FRANCIS FUKUYAMA ET PIERRE BOURGOIS

Parcours intellectuel

Pierre BOURGOIS⁽¹⁾. — *La première question qui me vient à l'esprit concerne votre formation intellectuelle. Vous avez fréquenté plusieurs universités, aux États-Unis comme à l'étranger. Diplômé en lettres classiques de l'université Cornell au début des années 1970, où vous êtes notamment l'élève du philosophe Allan Bloom, vous entreprenez par la suite des études en littérature comparée à Yale. Par ailleurs, vous avez l'occasion d'étudier six mois à Paris, où vous suivez, entre autres, les enseignements de Roland Barthes et de Jacques Derrida. Vous décidez ensuite de vous orienter vers la science politique à Harvard et vous rencontrez, à ce moment-là, des personnalités incontournables de la discipline aux États-Unis, à l'instar de Samuel Huntington ou de Harvey Mansfield. Plus tard, vous devenez professeur à l'université George-Mason (de 1996 à 2001, au sein de la School of Public Policy), à l'université Johns-Hopkins (de 2001 à 2010, au sein de la School of Advanced International Studies) et enfin à Stanford (depuis 2010, au sein du Freeman Spogli Institute for International Studies). Avec le recul, qui a eu selon vous la plus grande influence sur votre pensée ? Quelles ont été vos rencontres les plus importantes ?*

Francis FUKUYAMA. — Je pense que les trois professeurs les plus influents que j'ai eus ont probablement été Allan Bloom tout

d'abord, Samuel Huntington ensuite et enfin Seymour Martin Lipset, même s'il n'a pas été directement mon enseignant. Il faisait partie d'une génération plus âgée que moi, mais il a été celui qui m'a permis d'obtenir mon premier poste d'enseignant à l'université George-Mason, pour laquelle il avait déjà quitté Stanford. Je pense que j'ai appris différentes choses d'eux et je dirais donc que ce sont probablement les trois personnalités les plus importantes dans mon parcours intellectuel. Bloom m'a donné la base philosophique, Huntington était plus axé sur la politique comparée et la science politique contemporaine et Lipset, quant à lui, se focalisait davantage sur les États-Unis – car, tout compte fait, je n'ai jamais vraiment étudié la politique américaine durant mes études universitaires et suis donc un peu autodidacte, mais c'est de lui que j'ai le plus appris à ce sujet.

— *Ma deuxième question concernant votre parcours intellectuel est relative à votre évolution idéologique. Vous avez déclaré, par le passé, que vous vous considérez déjà, sur le plan politique, comme un conservateur à part entière durant vos années d'études à Cornell. Vous avez fait partie du Policy Planning Staff du Département d'État américain sous les administrations de Ronald Reagan et de George Bush père. Vous avez également été membre du President's Council on Bioethics sous l'administration de George Bush fils, de 2001 à 2004. Vous avez donc toujours été relativement proche du Parti républicain ou, du moins, du conservatisme. À cet égard, vous avez été associé au néoconservatisme jusqu'à votre rupture affichée avec le mouvement, au milieu des*

(1) Cet entretien a été réalisé à l'université de Stanford, en Californie, le 5 janvier 2022. Les propos ont été directement traduits par P. Bourgois.

années 2000. Après cette période, vous avez déclaré avoir voté à deux reprises pour Barack Obama, en 2008 et en 2012, puis pour Hillary Clinton en 2016, et enfin pour Joe Biden en 2020. Vous avez récemment indiqué que vous vous considérez désormais comme un «libéral classique». Pouvez-vous en dire davantage sur votre appartenance idéologique? Avez-vous réellement évolué et vous considérez-vous désormais comme un homme de gauche?

— Si vous comprenez bien la notion de «libéral classique», c'est de cette manière que je définirais mon positionnement, ce qui me met en opposition à la fois avec la droite américaine devenue nationaliste et populiste, mais aussi avec la gauche *woke* progressiste qui, je pense, n'est plus fondamentalement libérale. Cependant, je pense que, d'une manière générale, j'ai considérablement évolué vers la gauche dans la première décennie des années 2000 et ce en raison de deux grands événements. Le premier d'entre eux a été la guerre en Irak, dont l'invasion a constitué, il me semble, l'une des plus grandes erreurs de politique étrangère que les États-Unis aient jamais commises. Le second a été la crise financière de 2008, et ces deux événements ont été le résultat d'idées conservatrices. Le premier avait à voir avec la possibilité d'utiliser la puissance militaire pour provoquer un changement politique – ce qui, à mon avis, était une mauvaise idée – alors que le second concernait l'économie de libre marché et sa capacité à pouvoir s'autoréguler – ce qui n'a pas été le cas. Ensemble, ils ont amené à de grandes catastrophes qui ont considérablement discrédité les États-Unis dans le monde mais aussi, plus généralement, la démocratie libérale. Tous deux sont liés à des idées conservatrices qui, s'étant révélées fausses, m'ont conduit à passer à autre chose. Je ne me considère pour autant pas libéral au sens américain du terme. Si vous comprenez le libéralisme classique au sens de l'État de droit et de la croyance en une égalité universelle, oui, je le suis, mais je suis en réalité bien plus un social-démocrate qu'une forme de conservateur classique américain.

Un triomphe démocratique en nuances

— Venons-en maintenant à «la fin de l'histoire». Cette thèse a clairement fait votre notoriété. Au

tourant des décennies 1980 et 1990, le monde vivait l'effondrement de l'URSS et, plus largement, de l'idéologie communiste, au profit d'une victoire de la démocratie libérale et du libéralisme. La question qui émerge spontanément, au vu de ces réflexions, est celle à laquelle vous avez probablement eu le plus à répondre au cours des trente dernières années : pensez-vous toujours que la démocratie libérale est la forme finale de tout gouvernement humain? En d'autres termes, le libéralisme a-t-il réellement gagné?

— Le fait que le libéralisme ait gagné ou non est beaucoup plus incertain en ce moment qu'il y a trente ans. Cependant, la question de savoir s'il s'agit de la dernière étape du développement est, je pense, une question plus intéressante parce que la façon dont je l'ai posée dans mon livre ainsi qu'à moi-même est celle de l'idée la plus élevée. Vous pouvez revenir en arrière et devenir une théocratie comme l'Iran ou l'Arabie saoudite, mais existe-t-il une forme supérieure de civilisation qui ne soit pas fondée sur la démocratie libérale? C'est justement la partie que je ne vois pas pour le moment. La seule civilisation qui se rapproche de cela est celle de la Chine parce qu'elle n'est pas libérale, qu'elle n'est pas démocratique et qu'elle réussit dans de nombreux domaines, mais j'ai du mal à croire qu'elle va constituer le modèle de la civilisation future, car je pense qu'elle fait face à un certain nombre de problèmes, notamment celui de la migration puisque personne ne veut réellement vivre en Chine. En ce sens, je crois toujours qu'il n'y a pas vraiment de stade d'évolution supérieur vers lequel nous nous dirigeons.

— J'aimerais vous interroger sur le deuxième aspect de votre thèse, à savoir l'idée du «dernier homme». J'ai toujours été surpris du manque d'insistance, de la part des différents commentateurs, sur cet aspect fondamental de votre ouvrage et qui, selon moi, demeure assez troublant. Après avoir expliqué pendant des centaines de pages que la démocratie libérale représente, à vos yeux, la dernière étape de l'évolution idéologique de l'humanité, vous soulignez finalement que le dernier homme – celui de la démocratie libérale «sortie de l'histoire» – pourrait être, d'une certaine manière, un être ennuyé et ennuyeux. Vous expliquez alors que cela pourrait affecter l'esprit et le cœur de ce qui est fondamental en démocratie. À la toute fin de l'ouvrage, vous expliquez même

que nous n'avons aucune garantie que les êtres humains ne choisiront pas de relancer l'histoire et, en cela, de partir à la recherche d'un autre horizon. Pourriez-vous revenir sur ce point ?

— Je pense que cela a à voir avec une sorte de défaut inhérent au libéralisme. Le libéralisme a été conçu pour abaisser délibérément l'horizon de la politique afin que vous n'ayez pas à vous mettre d'accord sur une finalité identique à celle d'une communauté religieuse s'accordant sur des fins supérieures, et ce en raison de l'expérience de l'Europe avec les guerres de Religion puis avec le nationalisme. Je pense que le libéralisme est devenu une manière pragmatique de gérer des sociétés diverses qui ne pouvaient pas s'entendre sur ces finalités, mais il laisse également les individus quelque peu insatisfaits parce que leur communauté n'est pas fondée sur un sens épais de valeurs partagées comme le serait une communauté religieuse. Cela a été une source persistante de mécontentement dans les sociétés libérales. Vous êtes libre mais vous devez constituer le contenu de ce qu'est votre vie. Cela ne vous est pas donné. Je pense que beaucoup de gens y voient une source d'aliénation. L'autre élément qui, selon moi, est véridique pour toute l'Europe est le fait que le libéralisme attire les individus qui ont récemment connu un conflit violent. Ainsi, après 1945, l'Europe est sortie épuisée des deux grandes guerres mondiales et je pense que le libéralisme a séduit les gens car ces derniers ne voulaient plus combattre. Ils ont estimé que le nationalisme les avait poussés dans ces conflits incroyablement autodestructeurs. Cependant, désormais nous avons dépassé tout cela. L'Union européenne a réussi au-delà des attentes les plus folles que quiconque pouvait avoir dans les années 1950, mais, une fois que la paix et la prospérité leur sont assurées, les individus se demandent ce qu'il y a d'autre dans la vie et veulent quelque chose de plus. C'est également vrai en Europe de l'Est. La majorité des gens, aujourd'hui, n'ont pas grandi sous le communisme et ne se souviennent pas de ce qu'était la dictature communiste. De fait, leurs attentes sont différentes et beaucoup plus élevées. Ils peuvent s'opposer à l'Union européenne alors que leurs parents souhaitaient justement y entrer parce qu'ils ne bénéficiaient pas de la paix et de la prospérité fondamentales que l'UE

offrait. Je pense que c'est une partie de la dynamique psychologique qui a été à l'œuvre.

Les conditions indispensables aux démocraties libérales

— Parlons de l'aspect interne des démocraties, et plus particulièrement des questions économiques. Dans vos écrits, vous expliquez que le capitalisme fait partie intégrante de «la fin de l'histoire», puisqu'on ne peut réellement avoir de démocratie libérale aboutie sans économie de marché. Cependant, le capitalisme demeure un système économique relativement décrié du fait de son instabilité et des inégalités qu'il génère, notamment au sein des pays développés. Vous avez, par ailleurs, été souvent critique à l'égard des politiques sociales trop ambitieuses et avez affiché à de multiples reprises votre méfiance vis-à-vis d'un État-providence sans limite. Pourriez-vous m'en dire plus sur votre vision des enjeux économiques et sociaux ? Le capitalisme est-il vraiment le seul système économique à «la fin de l'histoire» et, si oui, quel type de capitalisme ? Quel est le rôle économique de l'État dans les démocraties libérales ?

— Ce sont des questions que j'aborde dans mon dernier livre, *Liberalism and Its Discontents*, mais je pense que le problème n'est pas le capitalisme, mais ce qu'on a qualifié de néolibéralisme. Certaines idées fondamentales sous-jacentes sur la liberté économique ont été portées à l'extrême par les économistes de l'université de Chicago, qui ont désintégré l'État sans se soucier des inégalités sociales et de ce genre de choses. En conséquence, nous avons assisté à l'émergence, dans les années 1980, d'un capitalisme impitoyable, compétitif mais aussi très efficace, qui a conduit à une sorte de mondialisation produisant beaucoup d'inégalités et de contrecoups sociaux, puisqu'il n'a pas aidé la classe ouvrière dans de nombreux pays riches. Ce n'était pas un problème avec le capitalisme en tant que tel, mais avec le fait qu'il n'y avait pas assez de redistribution.

En ce qui concerne la politique sociale, cela dépend vraiment du contexte. Je pense que beaucoup de pays ont fait des promesses qu'ils ne pouvaient pas vraiment tenir en termes de systèmes de retraite et de protection sociale. En Scandinavie, par exemple, la taille moyenne de l'État a chuté en Suède, en Norvège et au Danemark parce qu'il était devenu trop large

et c'était une sorte d'ajustement nécessaire. D'un autre côté, je pense qu'il est complètement ridicule que les États-Unis n'aient pas, à ce jour, de système de santé universel. C'était un manque évident et flagrant, mais il a fallu attendre jusqu'à la présidence d'Obama pour le combler. Puis, au moment où il a été mis en place, l'administration républicaine l'a attaqué comme s'il s'agissait de l'idée la plus dangereuse à laquelle on ait pensé dans l'histoire humaine, ce qui est tout simplement ridicule. Toutes les sociétés modernes ont besoin d'une forme de système de santé universel obligatoire. Je n'ai aucun problème avec les protections sociales si elles sont viables et répondent à ces besoins sociaux fondamentaux.

— *L'autre aspect interne que j'aimerais évoquer porte sur la dimension « culturelle » des démocraties libérales. Vous avez été très critique, dans votre thèse de « la fin de l'histoire », vis-à-vis du relativisme et de la dénonciation de gauche de certaines valeurs que vous estimez fondamentales. C'est aussi l'une des raisons expliquant pourquoi vous avez très vite été considéré comme un conservateur. Vous estimez que toutes les valeurs morales ne se valent pas. Pour autant, vous vous êtes distingué de nombreux conservateurs traditionnels, notamment parce que vous avez toujours mis en avant une vision positive de l'immigration. Cependant, vous défendez aussi le concept d'identité nationale. Pourriez-vous m'en dire plus sur les dimensions culturelles et morales de la démocratie libérale « idéale » à vos yeux ? Devons-nous protéger certaines valeurs traditionnelles et des identités nationales au sein de nos sociétés modernes ?*

— Je pense que nous devons protéger une identité nationale libérale. Cela signifie qu'elle ne peut pas être fondée sur la religion, l'ethnie ou la race. Elle doit reposer sur des valeurs libérales telles que la primauté du droit, le constitutionnalisme, l'égalité humaine et des éléments qui permettent à chacun de participer en tant que membre de l'ordre libéral.

L'importance de l'identité nationale est, je pense, tout simplement évidente. Quand vous faites un tour d'horizon mondial, quels sont les pays les plus instables ? Ce sont la Syrie, l'Afghanistan, la Libye, la Bosnie, l'Irak, etc. Il s'agit dans tous les cas de pays dépourvus d'identité nationale. Les gens sont plus fidèles

à un groupe ethnique, à une secte ou à un culte religieux qu'à, disons, quelque chose qui s'appelle la Syrie. En conséquence, vous n'obtenez pas de développement ni de stabilité, mais plutôt beaucoup de violence. Je pense donc que l'identité nationale, si elle se présente sous une forme libérale appropriée, n'est pas intrinsèquement agressive et demeure tout à fait capable d'être assez inclusive. Le Canada et l'Australie ont des identités nationales, mais elles sont libérales et, par conséquent, ce sont des systèmes politiques raisonnablement efficaces. Je pense qu'ils ont une identité libérale qui leur permet d'être diversifiés. Ils tiennent compte du fait qu'ils sont multiculturels mais ont un engagement fondamental envers certaines valeurs libérales.

La démocratie libérale au centre des relations internationales

— *Passons à la politique étrangère. C'est aussi un aspect très important de votre thèse et, plus largement, de l'ensemble de votre œuvre. Vous mentionnez à de nombreuses reprises l'importance des régimes politiques dans les relations internationales. Contrairement aux réalistes, vous estimez que les valeurs constituent un aspect central en politique étrangère. En d'autres termes, vous pensez que les démocraties n'agissent pas de la même manière, sur la scène internationale, que les autres régimes politiques. Pensez-vous vraiment qu'il soit possible de mettre en avant un « comportement démocratique » et que ce régime est, d'une manière générale, plus pacifique ? Est-ce la raison pour laquelle, selon vous, nous devons promouvoir les valeurs et institutions démocratiques ?*

— Ce n'est pas tant la démocratie qui compte ici, mais plutôt la démocratie libérale. La partie libérale est probablement plus importante que la partie démocratique. Si vous vivez dans un régime libéral et dans un ordre mondial libéral, vous n'avez pas besoin de contrôler un territoire pour devenir riche puisque vous pouvez l'être en commerçant avec d'autres personnes. Vous n'avez pas besoin de conquérir l'Afrique pour obtenir des ressources naturelles et pouvoir y avoir accès. Dans un système libéral, il est possible d'obtenir un développement économique considérable sans que la politique étrangère ne soit centrée sur l'expansion territoriale.

À l'inverse, la plupart des régimes autoritaires, si vous prêtez simplement attention à leur bilan historique, sont souvent très agressifs parce qu'ils traitent les autres pays de la même manière qu'ils traitent leurs propres citoyens. Ils ne respectent pas les droits et les limites du pouvoir étatique comme cela peut être le cas dans un régime libéral. C'est la raison pour laquelle je pense qu'un ordre mondial qui est construit à la fois libéralement en termes internationaux, mais aussi à partir de régimes libéraux cohérents, sera plus pacifique qu'un ordre constitué d'une multitude de régimes autocratiques concentrant la plupart des pouvoirs au sein de l'exécutif.

— *Une autre question est liée à la manière de promouvoir la démocratie. Vous avez défendu l'importance de la puissance. Plus particulièrement, vous avez souligné que les États-nations restent les principaux acteurs des relations internationales. Vous avez souvent été très critique à l'égard des institutions internationales contemporaines, dont l'ONU au premier chef. En ce sens, vous semblez dénoncer les libéraux internationalistes qui croient, entre autres, en la force du droit international. Certes, ce dernier apparaît comme important dans vos travaux, mais seulement s'il est associé à certaines valeurs, en particulier celles de la démocratie. Vous avez écrit que l'un des défauts majeurs de l'ONU demeure le fait qu'elle est composée de nombreux régimes non démocratiques. Pouvez-vous en dire plus sur votre vision de la promotion de la démocratie ? Plus généralement, pourriez-vous expliquer votre vision des États-nations, du multilatéralisme et de l'usage de la force dans les relations internationales ?*

— Tout dépend du domaine en question. Si vous parlez d'intégration économique, il n'est pas nécessaire que les acteurs soient des démocraties. S'ils acceptent un ordre international fondé sur des règles, ils peuvent commercer les uns avec les autres. La Chine occupe une place considérable au sein de l'économie mondiale. Même si les choses ont changé au cours des huit dernières années sous Xi Jinping, elle a fondamentalement accepté les règles de l'ordre international libéral. Elle n'est pas démocratique, mais cela n'a pas créé de problème. De même, si vous collaborez sur le changement climatique, si vous établissez des règles internationales de trafic aérien ou si

vous élaborez des normes internationales pour les équipements électroniques, vous n'avez pas besoin d'être une démocratie. Il y a beaucoup de place pour la coopération internationale, en particulier dans les zones économiques, mais il y a d'autres sphères où c'est important.

Je pense que les critiques conservatrices les plus importantes à l'encontre du système des Nations unies ont été dirigées contre la Commission des droits de l'homme, dont la Syrie, la Corée du Nord ou Cuba sont des membres agréés alors qu'ils ne respectent pas les droits de l'homme chez eux. Il me semble que l'on se moque de l'idée de la Déclaration universelle des droits de l'homme lorsque les plus grands auteurs de violations des droits de l'homme dirigent le système. Cela a vraiment représenté une partie importante des critiques vis-à-vis des nombreuses agences des Nations unies.

Vers de nouvelles menaces pour la démocratie libérale ?

— *Évoquons, enfin, quelques perspectives futures. Tout d'abord, je voudrais aborder un sujet que vous avez développé à partir de la fin des années 1990, à savoir la révolution biologique. À l'occasion du dixième anniversaire de la parution de votre thèse de « la fin de l'histoire », en 1999, vous disiez que les progrès technoscientifiques pourraient constituer l'un des obstacles les plus sérieux à votre thèse. Vous avez même écrit un ouvrage paru en 2002 (Our Posthuman Future. Consequences of the Biotechnology Revolution) sur ce sujet et vous êtes aujourd'hui considéré comme l'un des plus célèbres bioconservateurs. Vous avez notamment souligné la dangerosité du projet transhumaniste, car, en modifiant la nature humaine, il serait alors possible de changer le cours de l'histoire et de se diriger vers un horizon inconnu ne pouvant que s'avérer néfaste pour l'humanité. Pourriez-vous en dire plus à ce sujet ? Considérez-vous toujours cet aspect comme l'une des principales menaces au triomphe de la démocratie libérale ?*

— Il me semble qu'il existe un problème majeur parce que les droits de l'homme reposent, *in fine*, sur une compréhension stable de la nature humaine. Si vous pouvez modifier cette nature sous-jacente, alors vous changez la nature des droits. Par exemple, nous croyons en l'égalité humaine universelle parce que nous

croyons fondamentalement que tous les êtres humains ont une certaine capacité d'action morale et que nous construisons nos systèmes juridiques et moraux autour de la protection de ce type d'autonomie.

Cependant, si vous pouvez manipuler biologiquement les êtres humains pour qu'ils aient plus ou moins de choix, vous pouvez alors créer différentes catégories d'êtres humains. C'était le scénario du *Meilleur des mondes* d'Aldous Huxley, où les Deltas, qui sont en quelque sorte des sous-humains parce qu'ils n'ont pas une capacité cognitive complète comme les autres, deviennent par conséquent des serveurs et accomplissent toutes les tâches que les Alphas ne veulent pas faire. Ce type de création délibérée d'inégalités m'a semblé être l'une des choses qui se produiraient si une économie de marché s'associait à cette technologie génétique. Les riches pourraient commencer à donner des avantages à leurs propres enfants et cela se transmettrait non seulement socialement mais aussi comme un bien génétique. De ce point de vue, il me semble qu'en faisant cela, vous jouez avec quelque chose de relativement dangereux parce que cela sape potentiellement les fondements existants des droits de l'homme.

— *La dernière question que je voudrais poser porte sur la politique contemporaine. Plusieurs éléments ont évolué depuis que vous avez écrit La Fin de l'histoire. Tout d'abord, sur le plan de la politique mondiale, les États-Unis apparaissent désormais en déclin alors que la Russie et la Chine se positionnent comme des rivaux de l'Occident. La démocratie libérale ne semble donc pas réellement représenter un idéal pour ces régimes. Est-ce à dire que nous avons aujourd'hui des alternatives aux démocraties libérales ? Ensuite,*

l'un des changements marquants est peut-être lié au régime démocratique libéral lui-même. Dans de nombreuses démocraties développées, comme aux États-Unis ou en Europe, les systèmes représentatifs apparaissent en crise et beaucoup de citoyens ne croient plus aux principes qui les nourrissent, estimant, entre autres, que le pouvoir n'appartient plus réellement au peuple. Que pensez-vous de ces deux aspects régulièrement évoqués ? Les démocraties survivront-elles à cette situation ?

— Je pense qu'elles vont survivre. Tout d'abord, de nombreuses démocraties se portent plutôt bien. Selon moi, ce n'est pas le cas des États-Unis, mais je pense que beaucoup de démocraties d'Europe continentale sont en fait assez stables. Les gens peuvent parfois ne pas être satisfaits, mais je ne sais pas si cela est pire que cela ne l'a été dans les périodes précédentes de l'histoire. La survie de la démocratie dépend en quelque sorte des alternatives existantes. J'ai du mal à croire, par exemple, que le modèle russe est celui qui va réussir. D'une certaine manière, c'est un peu comme l'Allemagne d'Hitler. La Russie est très agressive et encline à prendre des risques. Son identité nationale dépend complètement de la domination de tous les pays proches d'elle. À un moment donné, elle va s'étendre puis se heurter à un recul. Ce n'est donc pas un type de système politique stable. Le système chinois représente un défi plus important car il semble être plus prudent et a relativement bien fonctionné jusqu'à présent. Cela peut-il continuer sans aucune forme de liberté politique ? Nous l'ignorons encore. Il est possible que la Chine ait trouvé un type supérieur de système social, mais nous ne pouvons pas réellement le savoir pour l'instant.

L'INVOLABLE ÉVIDENCE

On ne voit pas bien pourquoi le sentiment patriotique devrait aller de pair avec l'étroitesse d'esprit, ni pourquoi la loyauté intellectuelle devrait être confondue avec l'opportunisme politique, ni pourquoi une vérité utile devrait être claustrée parce qu'elle n'est pas partisane. L'œuvre de Reconstruction, si l'on admet qu'elle puisse être menée à bien, n'exige pourtant guère plus que du bon sens et de la charité chrétienne. Rien de plus ? C'est déjà beaucoup.

Certains, parmi nous, s'inquiètent de voir qu'à ce jour le Sud n'a donné aucun témoignage de repentir. Mais qu'entendons-nous au juste lorsque nous disons cela ? Puisque le Sud, jusqu'au dernier jour de la guerre, ne s'est jamais repenti de son défi, sa contrition aujourd'hui ne pourrait lui être inspirée que par le seul sentiment de sa défaite ; et comme une contrition de cette nature ne pourrait être qu'hypocrite, il serait indigne de nous de l'exiger. Il est sûr que jamais le Sud ne fera acte de pénitence, ou, en d'autres termes, que jamais il ne s'humiliera de son plein gré. Cela ne saurait justifier une condamnation sans réserve. Il suffit, en pratique, que les horreurs de la guerre civile aient enseigné au Sud que la Sécession, comme l'Esclavage, va à l'encontre du Destin ; que l'un et l'autre gisent à présent dans une seule et même tombe ; que son sort est lié au nôtre ; et qu'ensemble nous formons la Nation.

Il est inutile de faire ici l'éloge des nuées de héros qui se sont battus pour défendre l'Union. Mais que dire des soldats de l'autre camp ? Et quand nous parlons de soldats d'une communauté d'hommes libres, nous parlons par là même de ses membres. C'est pour satisfaire les intérêts esclavagistes que le complot sécessionniste fut ourdi ; mais c'est sous le prétexte, invoqué de manière plausible, que certains droits inestimables garantis par la Constitution étaient directement menacés, que les populations du Sud se laissèrent convaincre d'entrer en rébellion. L'habileté des conspirateurs et la perversité de la fortune prirent au piège l'amour de la liberté le plus ombrageux qui fût et l'amenèrent à soutenir une guerre qui visait tacitement à ériger dans notre siècle de progrès un empire anglo-américain fondé sur la dégradation systématique de l'homme.

Pourtant, bien que cette disgrâce leur restât attachée, une insigne bravoure et d'éclatants faits d'armes ont acquis aux armées confédérées un renom qui est entré dans l'Histoire et a valu à certains de leurs généraux une célébrité qui s'étend au-delà de l'Océan – une célébrité que nous autres, du Nord, ne pourrions réduire à néant, quand bien même nous le voudrions. En outre, la valeur personnelle de plus d'un chef militaire sudiste force la clémence ; il en est d'autres dont le Nord se garde de déshonorer la mémoire ; il en est enfin quelques-uns qu'il est prêt, avec plus ou moins de répugnance, à respecter. La postérité, sympathisant avec nos convictions mais exempt de nos passions, ira peut-être plus loin dans ce sens. (...)

Si les difficultés du moment doivent connaître un terme heureux, il y aura, dans la prochaine génération, des Sudistes fidèles à l'Union, conscients que tous leurs intérêts lui sont liés, et qui pourtant nourriront pour la mémoire des soldats de la Confédération vaincue (et sans qu'on leur en fasse reproche) un sentiment fervent (...).

Le patriotisme ne saurait être vil ni inhumain. Les endeuillés qui, cet été, vont déposer des fleurs en offrande sur les tertres de Virginie et de Georgie, sont, dans leur deuil familial et leur fière affection, aussi sacrés aux yeux du Ciel que ceux qui vont porter de semblables témoignages de leur peine et de leur émotion sur les tombes de nos martyrs dans les cimetières du Nord. Et cela, en dépit d'un contraste qu'il serait vain de souligner.

Herman MELVILLE, *Poèmes de guerre*, suivis d'un *Supplément* (1866),
traduit de l'anglais, Gallimard, 1981.